Société , Santé

« Les juges et l'assassin » : enquête choc sur les manquements de l'Etat pendant la crise du Covid-19

Par Bérénice Rocfort-Giovanni

Publié le 22 janvier 2025 à 7h30

Agnès Buzyn et son successeur Olivier Véran, lors de la passation de pouvoir au ministère de la Santé, le 17 février 2020. GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

[Lire plus tard](#)

[Commenter](#)

[Google Actualités](#)

[Partager](#)

[Offrir cet article](#)

Critique Gérard Davet et Fabrice Lhomme, grands reporters au « Monde », retracent dans un récit palpitant les investigations de la Cour de Justice de la République visant trois ministres en poste pendant la pandémie.

Nos dirigeants ont-ils été à la hauteur pendant la crise du Covid-19 ? Dit de manière plus cash, portent-ils une responsabilité dans le décès des 170 000 personnes emportées par le virus dans le pays ? C'est à ces épineuses questions que la Cour de Justice de la République (CJR), seule habilitée à juger des membres du gouvernement en exercice ou non, est chargée de répondre depuis mars 2020.

Dès les débuts de l'épidémie, l'instance a reçu de multiples plaintes de médecins, syndicats et particuliers dénonçant la mauvaise gestion de l'Etat. Il s'ensuivit une enquête hors norme, longue de cinq ans, que Gérard Davet et Fabrice Lhomme, grands reporters au « Monde », retracent avec brio dans « les Juges et l'assassin » (Flammarion, janvier 2025). L'ouvrage, qui se lit comme un thriller politique, est aussi une palpitante plongée dans les abîmes des autorités sanitaires. DGS, ARS, Corruss, Eprus... Autant d'acronymes et de structures qui permettent une habile dilution des responsabilités.

Publicité

Dans la ligne de mire des trois magistrats de la CJR, Agnès Buzyn, ministre de la Santé en poste lorsque le coronavirus est apparu, son successeur Olivier Véran, mais aussi l'ex-Premier ministre Edouard Philippe, désormais candidat à l'élection présidentielle de 2027.

Désarmement sanitaire

Principal reproche adressé à ces derniers : la pénurie de masques ou plutôt « *les tensions d'approvisionnement* », selon les « *EDL* » (éléments de langage) distillés par l'exécutif. Comme ils l'avaient déjà en partie fait dans [une série d'articles parus dans « le Monde » en 2020](#), les deux journalistes reviennent sur le désarmement sanitaire progressif de la France qui a conduit à la panique de début 2020. Les autorités découvrent alors qu'au lieu du milliard de masques nécessaires pour faire face à une épidémie de cette ampleur, il n'en reste plus que 100 millions

en stock, dont une bonne partie est périmée. En cause notamment, parmi les nombreux errements de l'Etat, la doctrine imposée en 2013 selon laquelle la protection des travailleurs relève des employeurs publics et privés. Sauf qu'une majorité d'entre eux n'en a pas été avertie...

La ministre de la Santé Agnès Buzyn et le Premier ministre Edouard Philippe en juin 2019.
LAURE BOYER / HANS LUCAS VIA AFP

Le retard à l'allumage du gouvernement est également questionné par les magistrats. Pourquoi avoir attendu trois semaines après le premier décès français pour activer la cellule de crise interministérielle ? Et surtout, pourquoi avoir maintenu le premier tour des élections municipales le 15 mars 2020 quand l'Italie voisine était déjà sous cloche ?

La « mascarade » des élections

La première à devoir répondre à ces critiques est Agnès Buzyn, hématologue de formation, novice en politique. C'est peu de dire que son expérience de ministre a tout du baptême du feu. Alors que la crise sanitaire bat son plein, la médecin, poussée par l'exécutif, doit quitter le ministère pour devenir tête de liste de la majorité à Paris, après la défection de Benjamin Griveaux. Envoyée au casse-pipe face au tandem

Dati-Hidalgo, elle doit en plus composer avec ses propres déchirements. Comment s'engager dans une bataille électorale, « *une mascarade* », confiera-t-elle plus tard au « Monde », quand on connaît la dangerosité du virus en circulation ?

A lire aussi

Critique Agnès Buzyn, ancienne ministre, publie son journal de la pandémie : « Lundi, je serai au front à l'hôpital et dans un mois peut-être morte »

EN ACCÈS LIBRE

Un temps mise en examen par la CJR, avant l'annulation de la décision par

Offrir un abo.

... dure dans ses échanges privés que révèlent les journalistes : Jean-François Delfraissy, le président du Conseil scientifique, est « *un mondain [...]* aimant aller dans le sens du vent et de ce que les gens ont envie d'entendre » ; François Bourdillon, l'ancien patron de Santé publique France, un homme « *très faible scientifiquement* ».

Politesses envers Raoult

Rien ne vient en revanche ébranler Edouard Philippe, droit dans ses bottes à la manière de son mentor Alain Juppé, et qui nie tout manquement lorsqu'il était à la manœuvre. Quant à Olivier Véran, passé maître dans « *l'art de l'esquive* » selon Davet et Lhomme, il échappe à toute mise en cause puisqu'il a été nommé ministre de la Santé une fois les commandes de masques renouvelées.

Reste un grand absent dans ces investigations : Emmanuel Macron, rendu intouchable par la Constitution et dont le rôle se dessine en filigrane. Aujourd'hui encore, son obstination à maintenir le premier tour des municipales comme ses politesses à l'égard de Didier Raoult ne laissent pas d'interroger.

Annuler

Le président de la République Emmanuel Macron annonce aux Français « Nous sommes en guerre contre le coronavirus », lors d'un discours télévisé à la nation sur l'épidémie de Covid-19, le 16 mars 2020, à Paris. LUDOVIC MARIN / AFP

Malgré la mise au jour de multiples faillites, la Cour de Justice de la République a clôturé en décembre 2024 son enquête tentaculaire sans aucune mise en examen, ce qui ouvre la voie à un non-lieu. Mais comme le soulignent Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « *ce n'est pas parce qu'une enquête judiciaire se conclut par un non-lieu qu'elle a échoué ou qu'elle a été inutile* ».

« Les Juges et l'assassin », par Gérard Davet et Fabrice Lhomme, Flammarion, 448 p., 23 euros.

Par Bérénice Rocfort-Giovanni

Commenter

Nos lecteurs ont lu ensuite

« Je vous demande d'avoir de la miséricorde » : une évêque interpelle Trump lors d'une messe à Washington, le président veut des excuses

EN ACCÈS LIBRE

Décryptage « Planter, c'est bien. Mais il faut aussi cesser d'artificialiser » : quel est l'impact réel des forêts urbaines ?

EN ACCÈS LIBRE

Incendies à Los Angeles : pourquoi le Getty Center a été épargné

EN ACCÈS LIBRE

Interview Salut nazi d'Elon Musk : « C'est une malhonnêteté intellectuelle de dire que c'est un salut romain »

EN ACCÈS LIBRE

Bande de Gaza : le bilan chiffré après 15 mois de destructions

EN ACCÈS LIBRE

« L'UE est très mauvaise pour nous » : Donald Trump veut imposer des droits de douane aux pays européens

EN ACCÈS LIBRE

Dans la rubrique Santé

Exposition des fleuristes aux pesticides : l'Anses lance une mission d'évaluation

EN ACCÈS LIBRE

Un cas de choléra identifié à Mayotte

EN ACCÈS LIBRE

Hôpital : le déficit de l'AP-HP se creuse et atteint les 460,6 millions d'euros en 2024

EN ACCÈS LIBRE

Une enquête ouverte après le décès d'une femme de 26 ans aux urgences d'un hôpital du Val-de-Marne

EN ACCÈS LIBRE

Entretien Cécile Thomé, sociologue : « La pilule a surtout libéré les hommes »

ABONNÉ

Diagnostiquée d'un cancer du sein il y a trois ans, Yaël Braun-Pivet appelle les femmes à se faire dépister

EN ACCÈS LIBRE

Dans la rubrique **Société**

Fin de vie : Yaël Braun-Pivet « opposée » à la « scission » du projet de loi voulue par François Bayrou

EN ACCÈS LIBRE

Emmaüs va retirer la mention de l'abbé Pierre de son logo

EN ACCÈS LIBRE

Entretien Intégrer la notion de non-consentement dans la définition pénale du viol : « C'est une première pierre lancée sur le mur de l'impunité »

EN ACCÈS LIBRE

L'association Les Petits Frères des Pauvres alerte sur « la mort solitaire » des personnes âgées

EN ACCÈS LIBRE

Alerte enlèvement dans le Nord : les deux enfants retrouvés sains et saufs

EN ACCÈS LIBRE

Reportage « On va vous donner des gants, le froid accentue l'eczéma » :
une soirée de maraude avec les bénévoles de la Croix-Rouge

EN ACCÈS LIBRE

Sujets associés à l'article

Politique >

Covid-19 >

Publicité

Codes Promos

Service partenaire

Code promo LEGO

Code promo The North Face

Code promo Acer

Code promo OCEANSAPART

Code promo adidas

Code promo Privé by Zalando

Code promo Nike

Code promo Huawei

Cours de langue

Service partenaire

Cours d'espagnol

Cours d'anglais

Toutes nos langues

Cours d'italien

Les univers

[EcoloObs](#)

[BibliObs](#)

[Rue89](#)

[TéléObs](#)

[Tendances](#)

[Culture](#)

[L'horoscope](#)

[Lab'O](#)

Dans l'actu

[Cessez-le-feu à Gaza](#)

[L'investiture de Donald Trump](#)

[Sarkozy, le procès libyen](#)

Les services

[Le magazine numérique](#)

[S'abonner / se désabonner](#)

[Le Club Abonnés](#)

[Newsletters](#)

[Les mots croisés](#)

[La boutique](#)

[Les archives](#)

[Bilan retraite](#)

[L'appli :](#)

[iOS | Android](#)

Les sites du groupe

[Le Monde](#)

[Télérama](#)

[Courrier international](#)

[Le HuffPost](#)

[La Vie](#)

[Le Monde diplomatique](#)

Accès rapide

[Programme TV gratuit et complet](#)

[La conjugaison](#)

[Codes promo](#)

Bons plans

[Le Blog](#)

[Black Friday](#)

[Soldes](#)

[Code promo Emma Matelas](#)

[Code promo Nike](#)

[Code promo Foot Locker](#)

Liens utiles

[Mentions légales](#)

[CGV](#)

[Copyright](#)

[Publicité](#)

[Politique de confidentialité](#)

[Gestion des cookies](#)

[Aide / Contact](#)

© Le Nouvel Obs - 2024

Les marques ou contenus du site [nouvelobs.com](#) sont soumis à la protection de la propriété intellectuelle.